

# DEMANDE DE PROPOSITION

**Référence numéro : RFPUNWMLI-006-2018**

Identification des besoins et formation des forces de sécurité impliquées dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les 5 Etats membres du G5 Sahel

**REPUBLICATION**

Monsieur / Madame,

**Objet** : Demande de proposition RFPUNWMLI-006-2018 pour ***l'évaluation des besoins en formation, conception des modules de formation et l'animation des sessions de formation des forces de sécurité impliquées dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans les Etats du G5 Sahel.***

L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) commandite ***une mission d'évaluation des besoins en formation, de conception des modules de formation et d'animation des sessions de formation des forces de sécurité impliquées dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans les Etats du G5 Sahel,*** comme décrit dans le présent appel à proposition et annexes.

1. ONU Femmes demande à présent des soumissions sous plis scellés auprès des soumissionnaires qualifiés à fournir les exigences telles que définies dans ces documents.
2. Afin de préparer une proposition en réponse, vous devez examiner attentivement et comprendre le contenu des documents suivants :
  - a. La présente lettre (et la fiche d'instructions de soumission jointe) ;
  - b. Instructions pour les soumissionnaires ([Annexe I](#)) accessibles en suivant ce lien : <http://www.unwomen.org/-/media/commoncontent/procurement/un-women-procurement-rfp-instructions-en.pdf?la=en&vs=3939>
  - c. Le mandat (Annexe 2) ;
  - d. La méthodologie et les critères d'évaluation (Annexe 3)
  - e. Le format de la proposition technique (Annexe 4)
  - f. Le format de la proposition financière (Annexe 5)
  - g. Le formulaire d'envoi de proposition (Annexe 6)
  - h. L'accord volontaire pour soutenir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Annexe 7)
  - i. Les modèles de formulaires de contrat de l'ONU Femmes (Annexe 8)
  - j. Les conditions générales du contrat (Annexe 8)
  - k. Le formulaire informatif concernant les coentreprises/consortiums/associations (Annexe 9)
  - l. La liste de vérification pour les envois (Annexe 10)
3. La fiche d'instructions pour les propositions (ci-après) présente les informations nécessaires (avec les numéros de référence), décrites plus en détail dans la section [Instructions pour les soumissionnaires \(Annexe I, voir le lien ci-dessus\)](#).

## FICHE D'INSTRUCTION CONCERNANT LA PROPOSITION (PIS)

4. Les instructions détaillées régissant le résumé suivant des « instructions pour les soumissionnaires » sont fournies à l'Annexe I (« Instructions pour les soumissionnaires »), accessibles en suivant ce lien : <http://www.unwomen.org/-/media/commoncontent/procurement/un-women-procurement-rfp-instructions-en.pdf?la=en&vs=3939>

Références à l'Annexe I	Instructions pour les soumissionnaires	Exigences spécifiques, comme décrit dans l'Annexe I
4.2	<b>Date limite de présentation des propositions</b>	<p>Date et heure : Monday 19 November 2018 12:00 AM (GMT)</p> <p>[pour connaître l'heure locale correspondante, consultez le site <a href="http://www.greenwichmeantime.com">www.greenwichmeantime.com</a>]</p> <p>Ville et pays : <i>Bamako, Mali</i></p> <p>Cette date limite est définitive. Toute proposition reçue après cette date/heure sera disqualifiée.</p>
4.1	<b>Méthode d'envoi</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Fourniture en main propre/coursier/courrier recommandé</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Envoi électronique de la proposition</p>
4.1	<b>Adresse d'envoi de la proposition</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Fourniture en main propre/coursier/courrier recommandé :</p> <p>ONU Femmes, Immeuble Abdoul Aziz Mangane, Badalabougou Est, Bamako, Mali : De <b>8 h</b> à <b>16 h 30 GMT</b> « À NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE D'ENREGISTREMENT »</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> La mention suivante est obligatoire sur l'enveloppe :</p> <p><b>RFPUNWMLI-006-2018 Evaluation des besoins en formation et formation des forces de sécurité - Republiation</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Envoi électronique de la proposition :</p> <p><a href="mailto:offretechnique.mali@unwomen.org">Proposition technique</a> : <a href="mailto:offretechnique.mali@unwomen.org">offretechnique.mali@unwomen.org</a>  <a href="mailto:offrefinanciere.mali@unwomen.org">Proposition financière</a> : <a href="mailto:offrefinanciere.mali@unwomen.org">offrefinanciere.mali@unwomen.org</a></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Fichiers sans virus et non corrompus</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Format: seulement des fichiers PDF</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Taille de fichier maximum par envoi: 5 MB</p>

		<input checked="" type="checkbox"/> Nombre de copies à envoyer: 1 (une) <input checked="" type="checkbox"/> Nombre maximal de messages : 5 <input checked="" type="checkbox"/> La mention suivante est obligatoire dans l'objet de votre message : “ <b>RFPUNWMLI-006-2018 Evaluation des besoins en formation et formation des forces de sécurité » Republication</b> Les propositions doivent être déposées à l'adresse indiquée avant le jour et l'heure de la date limite stipulée.
3.1	<b>Langue de la proposition :</b>	<input type="checkbox"/> Anglais <input checked="" type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Espagnol <input type="checkbox"/> Autres (veuillez préciser) _____
3.4.2	<b>Devises de la proposition</b>	Devise préférée : <input checked="" type="checkbox"/> XOF
3.5	<b>Durée de validité de la proposition</b> à partir de la date limite de soumission des propositions (voir 4.2 ci-dessus)	120 days
2.4	<b>Clarifications concernant les documents d'appel à proposition</b>	Les demandes de clarification devront être déposées <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">7</span> jours avant la date limite de soumission de la proposition.  ONU Femmes s'efforcera de répondre rapidement aux demandes de clarification, mais tout retard dans ces réponses n'entraînera pas l'obligation pour ONU Femmes de prolonger la date limite, sauf si ONU Femmes juge une telle extension justifiée et nécessaire.
	<b>Adresse de contact pour demander des éclaircissements concernant le cahier des charges</b>	Envoyer les demandes de clarification par e-mail à l'adresse <a href="mailto:mali.achat@unwomen.org">mali.achat@unwomen.org</a>  Les demandes de clarification doivent respecter le format suivant dans l'objet du message :  <b>« UNW RFP Reference RFPUNWMLI-006-2018-REPUBLICATION, Demande de clarification, Nom de l'entreprise/l'entrepreneur »</b>

		<p>Les soumissionnaires ne doivent pas communiquer avec les autres employés d'ONU Femmes au sujet du présent appel à propositions.</p> <p><b><u>L'adresse e-mail ci-dessus est EXCLUSIVEMENT réservée aux demandes de clarification.</u></b></p> <p><b><u>IMPORTANT</u></b> : il est interdit d'envoyer ou de copier l'adresse e-mail ci-dessus pendant la soumission d'une proposition. Cela conduirait à disqualifier votre proposition.</p>
2.5	<b>Réunion préalable aux propositions/offres</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sans objet</p> <p><input type="checkbox"/> Obligatoire :</p> <p><input type="checkbox"/> Facultatif :</p>
3.9	<a href="#">Garantie de la proposition</a>	<p><input type="checkbox"/> Nécessaire</p> <p>Montant</p> <p>Formulaire : voir Annexe XI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non Nécessaire</p> <p>Aucune garantie concernant les propositions n'est prévue par l'ONU Femmes à ce stade. Toutefois, l'ONU Femmes se réserve le droit de demander une garantie de la proposition au soumissionnaire choisi à tout moment.</p>
7.4	<a href="#">Garantie de bonne exécution</a>	<p><input type="checkbox"/> Nécessaire</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non Nécessaire</p> <p>Aucune garantie concernant les performances n'est prévue par l'ONU Femmes à ce stade. Toutefois, l'ONU Femmes se réserve le droit de demander une garantie des performances au soumissionnaire choisi à tout moment.</p>
3.2	<b>Renonciation et exonération de responsabilité (en cas de visite/inspection sur site)</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Non Nécessaire</p> <p>Aucune inspection ou visite sur site n'est nécessaire, donc aucune renonciation/exonération de responsabilité n'est nécessaire.</p> <p><input type="checkbox"/> Nécessaire</p>

		<p>Renvoyez cette renonciation à l'ONU Femmes avant l'inspection sur site, adressée à la personne ci-dessous :</p> <p>Courrier électronique à : .....</p>
--	--	---

5. Le soumissionnaire sera retenu en fonction de la méthodologie et des critères d'évaluation indiqués à l'Annexe III.
6. La présente lettre ne doit en aucune manière être interprétée comme une offre de contrat avec votre organisation.

Sincères salutations,



**Anna KONATE**  
**Directrice des Opérations**  
**ONU Femmes**  
**Bureau du Mali**

**ANNEXE 2**

## TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR)

---

### I/ Contexte et justification de l'étude

#### a) Contexte

Depuis des décennies, les pays du Sahel connaissent des conflits intercommunautaires dont les principales causes sont la pauvreté des populations et la mauvaise gouvernance des décideurs. Peu considérés et mal gérés, ces conflits ont fait le lit de l'extrémisme violent qui s'est amplifié sous les actions conjuguées de différents mouvements extrémistes et terroristes constitués. Boko Haram, AQMI, ALQAIDA et Etat Islamique du Sahel sont les principaux groupes extrémistes et violents qui écument la région et fragilisent davantage la gouvernance des Etats et plus spécifiquement leurs systèmes de justice et de sécurité intérieure et transfrontalière.

Ces mouvements se nourrissent de la faiblesse des institutions de gouvernance, de la vulnérabilité des populations, particulièrement les femmes et les jeunes face à la précarité et aux injustices sociales ( inégal accès aux ressources) , de la multiplicité et de la complexité des conflits internes (ethniques et politiques), de la présence d'organisations criminelles nationales et transnationales de trafics de biens et personnes, de la puissance des réseaux financiers et commerciaux mondialisés ainsi que de l'existence de nouvelles plateformes de communication et d'information.

#### b) Justification

### **Violations des droits humains des filles et des femmes par des groupes terroristes / extrémistes violents dans la région du G5 Sahel.**

L'expansion du phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la région du Sahel se traduit par de graves violations des droits humains des populations et particulièrement des filles et des femmes. Ceci constitue une menace permanente pour la sûreté des populations, la stabilité des Etats, la paix de la région et la sécurité internationale. Différentes formes de violences basées sur le Genre, qui affectent l'intégrité et la dignité des femmes et des filles, ont été commises par les groupes terroristes : l'esclavage sexuel, les mariages forcés, le port des charges explosives, le déni du droit à la scolarisation et à la participation citoyenne, etc.

La situation est aggravée du fait que dans certains pays de la région, il a été reconnu la responsabilité des forces de défense et de sécurité, elles-mêmes, dans les exactions commises contre les communautés placées sous leur protection. Dans le cadre de ces exactions, les filles et les femmes sont les plus vulnérables et les plus démunies en termes de protection. Les stratégies idoines de protection des filles et des femmes ainsi que de promotion de la participation des femmes dans la recherche de la paix constituent, de ce fait, une réelle préoccupation pour la région.

Considérant l'impact de la violence transfrontalière sur les femmes et le faible niveau de respect des codes de conduite par les forces de défense et de sécurité ; notant le faible niveau de participation des femmes dans la gouvernance et les processus de paix, malgré leurs contributions multiformes dans la reconstruction et le maintien de la paix et de la stabilité; constatant la forte concentration de l'attention et des ressources internationales sur la sécurité des Etats, les gouvernements se sont engagés dans la recherche de stratégies adaptées à la prévention des violences, à la protection et la promotion des droits humains des filles et des femmes ainsi qu'à la participation citoyenne des femmes.

## II/ Aperçu du projet

Dans ce contexte, les Nations Unies ont adopté une Stratégie intégrée pour le Sahel (UNISS) dont l'objectif 1.8 vise à promouvoir une gouvernance durable du secteur de la sécurité dans les pays du Sahel par la promotion et le soutien d'institutions de sécurité et de justice professionnelles, responsables et réglementées.

Pour contribuer à l'opérationnalisation de cette stratégie, ONU Femmes, en collaboration avec le secrétariat du G5 Sahel et le Counter-Terrorism Implementation Task Force (CTITF), a initié un projet régional intitulé « **Réforme du secteur de la sécurité dans un contexte de terrorisme / extrémisme violent : les droits des femmes dans la région du Sahel** » qui vise 2 objectifs essentiels : a) le renforcement des capacités des acteurs du secteur de la sécurité afin de protéger et promouvoir les droits des femmes tout en luttant contre l'extrémisme violent ; b) l'amélioration de la gestion et de la visibilité du programme.

Les dispositions de la Résolution 1325 et connexes du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Cadre d'Orientation de l'Union Africaine sur la Réforme du Secteur de la Sécurité qui rappelle que les processus de réformes doivent prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, promouvoir une plus grande participation des femmes, une conscience genre et une programmation réaliste favorables à l'équité de Genre, le Plan d'Action du Secrétaire Général des Nations-Unies pour la lutte contre l'extrémisme violent ainsi que les recommandations du Forum des femmes du G5 Sahel tenu en juillet 2015 au Tchad, constituent la toile de fond de ce programme.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, une étude sur le niveau de prise en compte des droits humains des filles et des femmes par le secteur de la sécurité des Etats du G5 Sahel a été lancée. Le but de cette étude est de combler les lacunes politiques, législatives et programmatiques en matière d'intégration du genre et des droits humains des filles et des femmes dans le système de sécurité des Etats du G5 Sahel, selon la perspective de réforme des institutions en charge de la sécurité.

Les processus de réforme du secteur de la sécurité impliquent beaucoup d'acteurs étatiques et non étatiques, à savoir **les prestataires** (tels que l'armée, la police, la gendarmerie, les gardes-frontières, les gardes nomades, les services de douanes, les services de renseignement, les établissements pénitentiaires) et **les organes de gestion et de contrôle** des services de sécurité (ministères en charge de la défense et de la sécurité, ministères en charge de la justice, médiateurs nationaux, commissions parlementaires en charge des droits des femmes, de la défense et sécurité, Commissions Nationales des Droits Humains, organisations de la société civile, média, etc.).

**A travers la présente offre de consultance, ONU Femmes recherche un cabinet international et/ou national de consultants pour identifier les besoins en formation et réaliser le renforcement des capacités techniques des forces de défense et de sécurité, particulièrement l'armée et la police, directement impliquées dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles dans un contexte de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.**

Ainsi, les énergies et les ressources financières longtemps concentrées sur la sécurité territoriale et transfrontalière des Etats seront également dédiées et investies rationnellement sur la sécurité des personnes à travers un appui conséquent aux capacités des forces de défense et de sécurité à respecter et promouvoir les droits humains des filles et des femmes, la sécurité humaine des populations en général. La finalité recherchée étant d'amener les institutions de la défense et de la sécurité à fournir, de manière



efficace et responsable, des services de sécurité accessibles et équitables pour les hommes et les femmes de tout âge, issus de tous les segments de la population, dans ce nouveau contexte où la grande menace à la sécurité est l'extrémisme violent et le terrorisme.

### III/ Etendue et portée de la mission

La mission est régionale et couvrira spécifiquement les 5 Etats membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad).

En vue d'assurer la qualité des livrables et l'appropriation complète du processus par les acteurs concernés, leur contribution sera valorisée au cours des 3 grandes étapes de la mission (évaluation des besoins, conception des modules, animation des sessions de formation des forces de défense et de sécurité).

### IV/ But, objectifs et résultats attendus de la mission

**BUT :** Contribuer à l'amélioration de la sécurité humaine à travers le renforcement des capacités techniques des forces de de défense et de sécurité impliquées dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en vue de promouvoir une réforme sensible au genre du secteur de la sécurité et de la gouvernance des Etats du G5 Sahel.

#### Principaux objectifs et résultats attendus

<b><u>OBJECTIFS</u></b> Les objectifs prioritaires de la présente mission	<b>OS1 :</b> Evaluer les besoins en formation des forces de défense et de sécurité, particulièrement du commandement et hommes de rang des s forces armées et de la police, engagées dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans chaque Etat du G5.
	<b>OS2 :</b> Concevoir des modules de formation des forces de défense et de sécurité, particulièrement du commandement et des hommes de rang des forces armées et de la police, de chaque Etat du G5 Sahel, sur la base des besoins évalués.
	<b>OS3 :</b> Former les forces de défense et de sécurité, particulièrement le commandement et les hommes de rang des forces armées et de la police, engagées dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans chaque Etat du G5.
<b><u>RESULTATS ATTENDUS :</u></b> Au terme de la mission, <b>pour chaque Etat membre du G5 Sahel</b> , les résultats ci-dessous seront atteints :	<b>R1 :</b> Les forces de défense et de sécurité des 5 Etats du G5 Sahel impliquées dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans la région prennent conscience de l'importance des droits humains et des besoins spécifiques des filles et des femmes pour la sécurité et la stabilité régionale et internationale.
	<b>R2 :</b> Les forces de défense et de sécurité (forces armées et police) des Etats du G5 Sahel disposent des outils de formation adaptés à leurs besoins en matière de protection et de promotion des droits humains des filles et des femmes dans le contexte de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.
	<b>R3 :</b> Les forces de défense et de sécurité de chaque pays du G5 Sahel (forces armées et la police), sont formées et s'engagent à respecter et promouvoir les droits humains des filles et des femmes

<p><b>MÉTHODOLOGIE :</b></p>	<p>Le bureau ou le cabinet de consultants retenu développera une méthodologie basée sur des méthodes participatives, garantissant la collecte de données qualitatives et quantitatives, le croisement et l'analyse des données collectées auprès des cibles, des acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la défense et la sécurité de chaque Etat, en vue d'identifier les thèmes pertinents de formation à retenir pour la conception de modules de formation.</p> <p>Le planning de la mission sera élaboré en considérant les détails des différentes activités à mener avec les acteurs clés du secteur de la sécurité (collecte, analyse et restitution) du niveau central et décentralisé, ainsi que des plans de vols vers chacun des 5 pays. Ce planning devra être validé en concertation avec les points focaux du G5 Sahel qui assureront le bon déroulement de la mission à travers l'information et la mobilisation préalable des autorités et des cibles nationales.</p>
<p><b>LIVRABLES :</b> A la fin de la mission, le Bureau de Consultants fournira à la Coordination du Projet les livrables suivants, <b>en français, Arial 11, envoyés en version électronique :</b></p>	
<p><b>L1 :</b> <b>Identification des besoins et restitution</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ <b>1 Rapport d'inception</b> incluant le plan de travail la méthodologie et les outils de collecte conçus</li> <li>☞ <b>5 rapports nationaux d'identification des besoins</b> des forces de défense et de sécurité (forces armées et police) impliquées dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans chaque pays du G5 Sahel, incluant la liste de présence des acteurs.</li> <li>☞ <b>5 Rapports d'ateliers de restitution nationale :</b> la restitution nationale réunira les acteurs clés (forces de sécurité, décideurs, société civile, organisations féminines, etc.).</li> <li>☞ <b>1 rapport d'étape</b>, 1 mois après la signature du contrat.</li> </ul>
<p><b>L2 :</b> <b>Présentation et validation régionale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ <b>1 rapport régional</b> consolidant les informations des 5 rapports nationaux et structuré comme suit : <i>Introduction</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) <i>Objectifs, méthodologie et limites de la mission</i></li> <li>2) <i>Résumé exécutif</i></li> <li>3) <i>Eléments du contexte/thématiques de la mission</i></li> <li>4) <i>Brève présentation des institutions nationales de sécurité impliquées dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (structure, organisation et mission).</i></li> <li>5) <i>Etat des lieux des besoins de formation :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>les structures de formations existantes au sein des institutions de défense et de sécurité ;</i></li> <li>- <i>les principales actions menées (information, formation continue, formation des formateurs, etc.) ;</i></li> <li>- <i>les thèmes animés, les profils des formateurs et la méthodologie utilisée ;</i></li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le processus d'organisation de ces formations (identification des cibles, des besoins, définition des thèmes de formation et planification des formations) ;</li> <li>- le mécanisme de suivi des formations selon les échelons (commandement, militaires de rang/agents subalternes), les sexes et les domaines ;</li> <li>- les changements observés dans les attitudes, pratiques et relations/position (savoir être et faire, pouvoir faire ;)</li> <li>- les besoins en formation pour assumer efficacement la mission institutionnelle et répondre aux exigences de sécurité du G5 Sahel tout en respectant les droits humains</li> </ul> <p>6) Défis internes et externes actuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les principaux problèmes de sécurité des personnes et du territoire</li> <li>- les nouvelles exigences du G5 Sahel en matière de sécurité</li> <li>- les limites à l'exécution du mandat institutionnel</li> <li>- les possibilités d'intégration de ces besoins en formation dans des cours existants</li> <li>- les opportunités d'institutionnalisation de cette formation</li> </ul> <p>7) Tableau récapitulatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des limites justifiant les besoins ;</li> <li>- des besoins en formation exprimés (similaires et spécifiques aux sexes biologiques et aux Etats) et hiérarchisés sur le court, moyen et long terme ; le nombre de participantes et participants aux formations dans chaque pays ;</li> <li>- les thèmes clés devant faire l'objet du module de formation ;</li> <li>- un plan de suivi et évaluation de la formation.</li> </ul> <p>☞ <b>1 synthèse régionale</b> consignait les amendements/contributions des acteurs régionaux</p>
<b>L3 : Conception des modules et validation régionale</b>	<p>☞ Des <b>modules validés</b> correspondant aux besoins globaux et spécifiques identifiés dans chaque pays du G5 Sahel et intégrant les contributions des acteurs régionaux (Secrétariat du G5 Sahel, Plateforme des femmes du G5 Sahel) impliqués dans le projet</p> <p>☞ Le <b>plan et la méthodologie de formation</b> (spécifiant la durée et le nombre de participantes et participants par session)</p>
<b>L4 : Animation des 5 formations nationales soutenues par les rapports</b>	<p>☞ <b>5 rapports de formation nationale animée dans les 5 pays du G5 Sahel</b></p> <p>☞ <b>1 rapport régional synthétisant les 5 rapports de formation nationale</b>, y compris le calendrier des formations nationales, la liste des hommes et femmes, par échelon, formés dans chaque pays, l'évaluation de la formation par les participantes et participants.</p>
<b>L6 : Rapport final du processus</b>	<p>☞ <b>1 rapport de fin de mission et de capitalisation (leçons à tirer et perspectives)</b></p>

--	--

## V/ Durée de la mission

L'étude devrait être achevée dans les 90 jours, soit 12 semaines, suivant la signature du contrat.

Tâches nationales et régionales	Temps alloué
<b>1. Proposition et validation de :</b> a) la méthodologie et outils de collecte des données ; b) du planning détaillé de la mission.	0,5 semaine
<b>2. Collecte des données (Evaluation des besoins) :</b> -Réunion d'information des autorités politiques, administratives, judiciaires et militaires au niveau central et décentralisé ; - Collecte de données : a) Entretien avec les hommes et femmes des différents échelons des forces armées et de la police (commandement, hommes de rang ; b) Entretien avec le Médiateur national, les responsables des CNDH, des Douanes c) Focus groupes avec les hommes et femmes des ministères clés, des commissions spécialisées du parlement, des associations féminines, des associations de défense des droits humains, des médias. - Restitutions nationales des besoins identifiés.	4 semaines
<b>3. Rédaction des rapports nationaux + rapport régional d'évaluation</b>	1 semaine
<b>4. Collecte et intégration des inputs des acteurs régionaux + synthèse des inputs collectés</b>	1 semaine
<b>5. Conception du module de formation + plan et méthodologie de formation</b>	2 semaines
<b>6. Atelier de validation régionale des modules + rapport d'atelier</b>	1 semaine
<b>7. Animation des sessions de formation + rapports</b>	2 semaines
<b>8. Rapport final de fin de mission et de capitalisation du processus</b>	0,5 semaine

## GUIDE DES PROPOSITIONS

Les propositions doivent refléter les sections suivantes à prendre en considération

Section	Description / Guidance
<b>Résumé</b>	Un aperçu du travail et de ses objectifs.
<b>Contexte et justification</b>	Veuillez décrire le contexte de la mission.
<b>Profil organisationnel</b>	Veuillez décrire l'historique de votre organisation, les détails d'inscription et les expériences pertinentes en matière de recherche qualitative et quantitative. Veuillez détailler vos compétences en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes et vos expériences antérieures en identification des besoins, en conception de modules de formation et en animation des formations dans le domaine des droits humains, et/ou du Genre, et/ou de la RSS et du secteur de la sécurité, et/ou de l'extrémisme violent/ terrorisme.

<b>Méthodologie</b>	Veuillez décrire l'approche méthodologique à utiliser.
<b>Plan de travail</b>	Veuillez indiquer les responsabilités et les délais pour chacune de vos activités. Indiquez comment la mission sera conduite – échantillonnage proposé pour la collecte de données.
<b>Partenariats</b>	Veuillez indiquer toutes les organisations avec lesquelles vous envisagez de collaborer pour réaliser votre mission.
<b>Plan de gestion</b>	Veuillez décrire le personnel qui mettra en œuvre cette consultance.
<b>Contrôle et évaluation</b>	Cette section devrait détailler le plan de suivi de la consultance. Cela devrait également inclure des informations sur les rapports à ONU Femmes - fréquence et type de rapports soumis (par exemple rapport d'étape ou final).
<b>Budget</b>	La proposition de budget doit inclure des détails sur l'allocation budgétaire, c'est-à-dire le montant requis pour atteindre chaque résultat.

### TABLEAU RÉCAPITULATIF

<b>Livrables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ 1 Rapport d'inception incluant le plan de travail, la méthodologie et les outils de collecte conçus</li> <li>☞ 5 rapports nationaux d'identification des besoins des forces de défense et de sécurité (forces armées et police)</li> <li>☞ 5 Rapports d'ateliers de restitution nationale</li> <li>☞ 1 rapport d'étape, 1 mois après la signature du contrat</li> <li>☞ 1 rapport régional consolidant les informations des 5 rapports nationaux</li> <li>☞ 1 synthèse régionale consignait les amendements/contributions des acteurs régionaux</li> <li>☞ Des modules validés correspondant aux besoins globaux et spécifiques identifiés dans chaque pays du G5 Sahel et intégrant les contributions des acteurs régionaux</li> <li>☞ Le plan et la méthodologie de formation</li> <li>☞ 5 rapports de formation nationale animée dans les 5 pays du G5 Sahel</li> <li>☞ 1 rapport régional synthétisant les 5 rapports de formation nationale</li> <li>☞ 1 rapport de fin de mission et de capitalisation du processus (leçons à tirer et perspectives)</li> </ul>
<b>Activités / tâches</b>	<p>Les activités essentielles pour la réalisation des 3 grandes étapes de la mission comprennent les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaborer et soumettre à ONU Femmes le plan de travail et la méthodologie y compris les outils de collecte de données</li> <li>✓ Procéder à une brève revue documentaire sur le contexte en lien avec les thématiques de la consultance</li> <li>✓ Réaliser la collecte des données</li> <li>✓ Analyser les données</li> <li>✓ Produire et restituer aux acteurs nationaux les rapports préliminaires sur les besoins identifiés</li> <li>✓ Soumettre les rapports pays et le rapport régional à ONU Femmes pour amendements/validation</li> <li>✓ Concevoir les modules de formation</li> <li>✓ Soumettre les modules de formation pour validation aux acteurs régionaux clés</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Animer les formations des forces de de défense et de sécurité (forces armées, police) dans les 5 pays</li> <li>✓ Produire les rapports de formation des 5 pays et une synthèse régionale</li> <li>✓ Produire un rapport de fin de mission et de capitalisation</li> </ul>
<b>Personnel / Qualifications</b>	<p>Les ressources humaines à mobiliser pour cette mission sont : 1 Chef de Mission et 1 Assistant au Chef de Mission (les Curriculum Vitae sont à joindre).</p> <p><b><u>Le Chef de Mission doit :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etre titulaire d'au moins un Master dans l'un des domaines suivants : roit international humanitaire, droits de l'homme, sciences sociales, genre et/ou autres disciplines pertinentes ;</li> <li>• Avoir une expérience d'au moins 5 ans pour des missions de renforcement des capacités humaines ;</li> <li>• Avoir réalisé au moins 2 missions similaires en matière d'identification des besoins en formation, de conception de module de formation et d'animation des sessions de formation des forces de défense et de sécurité ;</li> <li>• Avoir une connaissance des défis liés à l'extrémisme violent et le terrorisme, de la réalité sociopolitique des Etats du G5 Sahel et de leurs secteurs de sécurté ;</li> <li>• Avoir une connaissance des principaux instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux favorables à la protection, la promotion des droits des filles et des femmes dans un contexte de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et de réforme du secteur de la sécurité.</li> </ul> <p><b><u>L'Assistant au Chef de Mission doit :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etre titulaire d'une maîtrise dans l'un des domaines suivants : droit international humanitaire/ droits de l'homme, sciences sociales, développement, genre et/ou autres disciplines pertinentes ;</li> <li>• Avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine du renforcement des capacités, particulièrement en Genre et en droits humains ;</li> <li>• L'expérience de formation des forces de défense et de sécurité sur les aspects liés à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme serait un atout ;</li> <li>• Avoir une connaissance des principaux instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux favorables à la protection des filles et des femmes, la réforme du secteur de la sécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent.</li> </ul>
<b>Rôles et responsabilités des parties</b>	<p>Le Bureau de Consultants sera responsable de livrer les résultats ci-dessus. ONU Femmes sera chargée d'assurer les conditions matérielles et financières indispensables au bon déroulement de la mission et se joindra au Bureau de Consultants pour des événements clés (validation et formation, etc.).</p>

<b>Calendrier de livraison et calendrier de paiement</b>	<p>La durée de la mission est de 3 mois. Elle sera menée dans les 5 pays du G5 Sahel : Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger. <b>Le paiement sera basé sur un calendrier de produits livrables, en français, version électronique, Arial 11.</b></p> <p>Le Bureau de Consultants devra soumettre une facture avec les livrables attendus sur la période. <b>Le paiement sera conditionné à l'acceptation des livrables par ONU Femmes.</b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>LIVRABLES</th><th>Païement (en% du budget attribué)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 Rapport d'inception incluant le plan de travail, la méthodologie et les outils de collecte conçus</td><td>25%</td></tr> <tr> <td>5 rapports nationaux d'identification des besoins des forces de défense et de sécurité (forces armées et police)</td><td rowspan="4">20%</td></tr> <tr> <td>5 Rapports d'ateliers de restitution nationale</td></tr> <tr> <td>1 rapport d'étape, 1 mois après la signature du contrat</td></tr> <tr> <td>1 rapport régional consolidant les informations des 5 rapports nationaux</td></tr> <tr> <td>1 synthèse régionale consignant les amendements/contributions des acteurs régionaux</td><td rowspan="2">30%</td></tr> <tr> <td>Des modules validés correspondant aux besoins globaux et spécifiques identifiés dans chaque pays du G5 Sahel et intégrant les contributions des acteurs régionaux</td></tr> <tr> <td>Le plan et la méthodologie de formation</td><td rowspan="4">25%</td></tr> <tr> <td>5 rapports de formation nationale animée dans les 5 pays du G5 Sahel</td></tr> <tr> <td>1 rapport régional synthétisant les 5 rapports de formation nationale</td></tr> <tr> <td>1 rapport de fin de mission et de capitalisation du processus (leçons à tirer et perspectives)</td></tr> </tbody> </table>	LIVRABLES	Païement (en% du budget attribué)	1 Rapport d'inception incluant le plan de travail, la méthodologie et les outils de collecte conçus	25%	5 rapports nationaux d'identification des besoins des forces de défense et de sécurité (forces armées et police)	20%	5 Rapports d'ateliers de restitution nationale	1 rapport d'étape, 1 mois après la signature du contrat	1 rapport régional consolidant les informations des 5 rapports nationaux	1 synthèse régionale consignant les amendements/contributions des acteurs régionaux	30%	Des modules validés correspondant aux besoins globaux et spécifiques identifiés dans chaque pays du G5 Sahel et intégrant les contributions des acteurs régionaux	Le plan et la méthodologie de formation	25%	5 rapports de formation nationale animée dans les 5 pays du G5 Sahel	1 rapport régional synthétisant les 5 rapports de formation nationale	1 rapport de fin de mission et de capitalisation du processus (leçons à tirer et perspectives)
LIVRABLES	Païement (en% du budget attribué)																	
1 Rapport d'inception incluant le plan de travail, la méthodologie et les outils de collecte conçus	25%																	
5 rapports nationaux d'identification des besoins des forces de défense et de sécurité (forces armées et police)	20%																	
5 Rapports d'ateliers de restitution nationale																		
1 rapport d'étape, 1 mois après la signature du contrat																		
1 rapport régional consolidant les informations des 5 rapports nationaux																		
1 synthèse régionale consignant les amendements/contributions des acteurs régionaux	30%																	
Des modules validés correspondant aux besoins globaux et spécifiques identifiés dans chaque pays du G5 Sahel et intégrant les contributions des acteurs régionaux																		
Le plan et la méthodologie de formation	25%																	
5 rapports de formation nationale animée dans les 5 pays du G5 Sahel																		
1 rapport régional synthétisant les 5 rapports de formation nationale																		
1 rapport de fin de mission et de capitalisation du processus (leçons à tirer et perspectives)																		
<b>Obligations de communication et de rapport</b>	<p>Il sera demandé au contractant : <b>a)</b> d'être en communication permanente avec la Coordinatrice du Projet d'ONU Femmes en ce qui concerne les progrès et les résultats ; <b>b)</b> produire un rapport d'étape à mi-parcours, 1 mois après la signature, pour évaluer les progrès réalisés dans la collecte et le traitement des données, identifier les éventuels blocages, leurs causes et leurs répercussions sur la production des livrables et proposer des mesures pour contourner ces blocages et résorber le possible retard ; <b>c)</b> produire un rapport de fin de mission.</p>																	

## MÉTHODOLOGIE ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

### 1. Évaluation préliminaire

L'évaluation préliminaire permet de déterminer si les offres respectent les exigences administratives et les critères d'admissibilité de l'appel à propositions. Les critères d'admissibilité normalisés pour les fournisseurs souhaitant conclure un contrat sont définis ci-après. Plus d'informations sur la collaboration avec l'ONU Femmes/comment devenir prestataire pour l'ONU Femmes sont disponibles sur le [site Web de l'ONU Femmes](#).

**Capacité juridique :** les soumissionnaires peuvent être une entité juridique privée, publique ou appartenant à l'État ou toute association disposant d'une capacité juridique à conclure un contrat contraignant avec l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).

**Conflits d'intérêts :** les soumissionnaires doivent signaler tout conflit d'intérêts avéré ou potentiel. Ils seront considérés comme inéligibles à ce processus de passation de marché sauf si ce conflit d'intérêts est résolu d'une manière jugée acceptable par l'ONU Femmes. Un conflit d'intérêts existe lorsque :

- Un soumissionnaire a une relation professionnelle ou familiale étroite avec un membre du personnel d'ONU Femmes qui : (i) est directement ou indirectement impliqué dans la préparation des documents d'appel d'offres ou des spécifications du contrat, et/ou dans le processus d'évaluation des soumissions de ce contrat ; ou (ii) serait impliqué dans la mise en œuvre ou la surveillance de ce contrat ;
- Un soumissionnaire est associé, ou a été associé dans le passé, directement ou indirectement, avec une entreprise ou une de ses filiales qui ont été engagées par ONU Femmes en vue de fournir des services de conseil pour la préparation de la conception, des spécifications, des Termes de Reference et d'autres documents qui seront utilisés pour l'achat des produits, services ou travaux requis dans le processus d'approvisionnement en question ;
- Un soumissionnaire a un intérêt dans les activités d'autres soumissionnaires, y compris en cas de propriété et/ou de gestion en commun. Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter plus d'une soumission, à l'exception des offres alternatives si celles-ci sont permises. Cela entraînerait la disqualification de toutes les offres auxquelles le soumissionnaire participe. Il s'agit, par exemple, de situations où une entreprise est le soumissionnaire dans une offre et le sous-traitant dans une autre ; toutefois, cela n'empêche pas une même société d'être sous-traitante dans plusieurs soumissions.

Ne pas signaler tout conflit d'intérêts avéré ou potentiel peut entraîner des sanctions supplémentaires sur le soumissionnaire par l'ONU Femmes.



**Listes d'inadmissibilité :** un soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter une offre si, au moment de la soumission :

- il figure dans la liste d'inadmissibilité tenue par l'[UNGM](#), laquelle regroupe les informations communiquées par les agences, les fonds ou les programmes du système des Nations Unies ;
- il figure dans la [liste consolidée des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies](#), y compris la [liste de la résolution 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU](#) ;
- il figure dans toute autre liste d'inadmissibilité établie par un partenaire d'ONU Femmes et, dans ce cas, mentionnée dans les instructions pour l'appel à proposition ;
- est actuellement sous le coup d'une suspension commerciale avec l'ONU Femmes et retiré de sa base de données des fournisseurs.

**Code de conduite :** tous les soumissionnaires doivent respecter les principes du [Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies](#), qui reflète les principales valeurs de la Charte des Nations Unies. L'ONU Femmes attend également de tous ses fournisseurs qu'ils respectent les principes du [Pacte mondial des Nations Unies](#) et recommande de signer les [Principes d'autonomisation des femmes](#).

**Autres exigences officielles :**

- Les offres sont signées par une partie autorisée, y compris par procuration si cela est stipulé ;
- L'offre est envoyée conformément aux instructions pour les soumissionnaires de la section 4.1 et présentées dans la Fiche d'instructions pour les propositions ci-dessus ;
- L'offre est valide ;
- L'offre est complète et éligible.

**2. Méthodologie d'analyse cumulative :** une proposition est choisie par le biais d'une analyse cumulative ; la note globale est obtenue en combinant des attributs techniques et financiers.

Une procédure en deux étapes sera utilisée pour évaluer les propositions : la proposition technique sera évaluée avec une exigence de notation minimale de [70 %] des 700 points pouvant être obtenus au total pour la proposition technique. Une proposition sera rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le seuil technique de [70 %] des 700 points pouvant être obtenus avant l'ouverture et la comparaison des propositions tarifaires. La proposition financière sera consultée uniquement pour les entités dont la proposition technique a atteint le seuil technique de [70 %] des 700 points pouvant être obtenus et a été déterminée comme conforme. Les propositions non conformes ne seront pas éligibles à une poursuite de l'examen.

Le nombre total de points (« nombre maximal de points ») qu'une société/institution peut obtenir pour sa proposition est décrit ci-après :

Proposition technique : **700 points**

Proposition financière : **300 points**

Nombre total de points : **1 000 points**

#### **Évaluation de la proposition financière :**

Dans le cadre de cette méthodologie, le nombre maximal de points est attribué à la proposition financière présentant le prix le plus bas. Toutes les autres propositions tarifaires reçoivent des points inversement proportionnels.

La formule est la suivante :

$$p = y (\mu/z)$$

Où :

p = les points de la proposition financière en cours d'évaluation

y = le nombre maximal de points pour la proposition financière

$\mu$  = le prix de la proposition la moins chère

z = le prix de la proposition en cours d'évaluation

Le contrat sera attribué à la proposition obtenant la note globale la plus élevée suite à l'addition des notes de la proposition technique et financière.

#### **Évaluation de la proposition technique :**

La proposition technique est évaluée et examinée pour déterminer sa réactivité et sa conformité avec les exigences spécifiées dans ce cahier des charges. La qualité de chaque proposition technique sera évaluée conformément aux critères d'évaluation technique suivants et la pondération associée (valeur totale maximale de 700 points) :

#### **Évaluation de la proposition technique :**

La proposition technique est évaluée et examinée pour déterminer sa réactivité et sa conformité avec les exigences spécifiées dans ce cahier des charges. La qualité de chaque proposition technique sera évaluée conformément aux critères d'évaluation technique suivants et la pondération associée (valeur totale maximale de 700 points) :

1.0 Expertise et capacité du soumissionnaire		Max Points obtenus
Expertise de l'organisme soumettant la proposition		
1.1	<p><b>1.1 Architecture organisationnelle</b></p> <p><b>A) Présentation de l'organisation :</b></p> <p>Décrire l'organisation en prenant le soin de préciser l'année et le pays de constitution, fournir le document d'enregistrement dans le pays de constitution, le profil de l'organisation sur l'égalité des sexes (le soumissionnaire est vivement encouragé à inclure des informations sur le pourcentage de femmes dans sa structure : employées, cadres de direction, actionnaires. Ces renseignements ne seront pas pris en compte dans l'évaluation, mais ONU Femmes recueille ces données à des fins statistiques, en appui de sa mission de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.</p> <p>Décrire la capacité générale de l'organisation : a) l'organigramme, b) la structure de gestion et de contrôle (une attention particulière devrait être accordée quant à une vision claire des rôles, responsabilités, l'organisation hiérarchique et à la responsabilisation).</p> <p><b>B) Crédibilité de l'organisation</b></p> <p>Décrire la capacité financière de votre organisation à travers la présentation des derniers états financiers dûment certifiés par un expert-comptable, un quitus fiscal et/ou une déclaration de TVA.</p>	30
1.2	<p><b>1.2 Sous-traitance</b></p> <p>Expliquer si un travail serait sous-traité, à qui, quel pourcentage du travail, la justification d'un tel acte et les rôles des sous-traitants proposés. Une attention particulière devrait être accordée quant à une vision claire des rôles, responsabilités, l'organisation hiérarchique et à la responsabilisation.</p> <p>Dans quelle mesure la structure est-elle présente dans les pays concernés par la mission et utilise les capacités nationales de ces pays pour la collecte et l'analyse des données ?</p>	20
1.3	<p><b>1.3 Pertinence des connaissances spécialisées et de l'expérience sur des projets similaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inclure une description de l'expérience et des relations antérieures et présentes ayant un rapport direct avec l'exécution des TDR : les informations sur les principales interventions dans la thématique, une liste de contrats anciens et en cours en lien avec la thématique de la mission.</li> <li>• Fournir 3 rapports récents sur : l'analyse des besoins de formation et ou/conception de modules et/ou formation dans les thématiques du projet.</li> <li>• Inclure les efforts de collaboration pertinents auxquels l'organisme a pris part : l'appartenance à un/des réseaux au niveau sous régional ou international.</li> </ul> <p>Expliquer tout partenariat avec des organismes locaux ou autres, pertinent à l'exécution des TDR. L'expérience avec d'autres organismes des Nations Unies / grands programmes multilatéraux ou bilatéraux est hautement souhaitable.</p>	50
		100

<b>2.0 Plan de travail et approche proposée</b>		<b>Max Points obtenus</b>
Méthodologie proposée		
2.1	<u>A) Approche d'analyse, méthodologie</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La compréhension des termes de référence.</li> <li>- La description de la méthodologie pour atteindre les résultats visés.</li> <li>- Le planning et les étapes de mise en œuvre des différentes tâches et exécution des livrables de la mission.</li> </ul>	500
	<u>B) Analyse des risques</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décrire les risques potentiels liés à l'exécution des TDR qui pourraient avoir une incidence sur les résultats et la réalisation en temps opportun des résultats attendus ainsi que leur qualité.</li> <li>- Décrire les mesures qui seront mises en place pour atténuer ces risques.</li> </ul>	
		500
<b>3.0 Plan des ressources, personnel clé</b>		<b>Max Points obtenus</b>
Qualifications et compétences du personnel proposé		
3.1	<u>3.1 Composition de l'équipe proposée pour l'exécution des TDR, et les tâches professionnelles (y compris la supervision)</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décrire les ressources en termes de personnel nécessaire pour la réalisation des TDR. L'équipe doit être composée d'hommes et de femmes.</li> <li>- Fournir le curriculum vitae des membres de l'équipe proposée pour participer à la mission.</li> <li>- Mettre en évidence les qualifications académiques, les formations spécialisées et l'expérience professionnelle pertinentes.</li> </ul>	10
3.2	<u>Qualifications et Compétences</u> <b>Le Chef de Mission doit :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etre titulaire d'au moins un Master dans l'un des domaines suivants : droit international humanitaire, droits de l'homme, sciences sociales, genre et/ou autres disciplines pertinentes</li> <li>• Avoir une expérience d'au moins 5 ans pour des missions de renforcement des capacités humaines</li> <li>• Avoir réalisé au moins 2 missions similaires en matière d'identification des besoins en formation, de conception de module de formation et d'animation des sessions de formation des forces de défense et de sécurité</li> <li>• Avoir une connaissance des défis liés à l'extrémisme violent et le terrorisme, de la réalité sociopolitique des Etats du G5 Sahel et de leurs secteurs de sécurité</li> <li>• Avoir une connaissance des principaux instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux favorables à la protection, la promotion des droits des filles et des femmes dans un contexte de</li> </ul>	50

3.3	<p>lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et de réforme du secteur de la sécurité.</p> <p><b>L'Assistant au Chef de Mission doit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etre titulaire d'une maîtrise dans l'un des domaines suivants : droit international humanitaire, droits de l'homme, sciences sociales, développement, genre et/ou autres disciplines pertinentes</li> <li>• Avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine du renforcement des capacités, particulièrement en Genre et en droits humains</li> <li>• L'expérience de formation des forces de défense et de sécurité sur les aspects liés à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme serait un atout</li> <li>• Avoir une connaissance des principaux instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux favorables à la protection des filles et des femmes, la réforme du secteur de la sécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent.</li> </ul>	40
		100
	<b>TOTAL DES POINTS</b>	<b>700</b>

Une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le seuil technique minimal de 70% du score pouvant être obtenu de 700 points pour la proposition technique.

## ANNEXE 4

### FORMAT DE LA PROPOSITION TECHNIQUE

Les propositions techniques qui ne sont pas envoyées avec ce format peuvent être rejetées.

Les propositions financières doivent être envoyées dans une enveloppe distincte ou en pièce jointe à un courrier électronique distinct envoyé à une autre adresse électronique si un envoi électronique est nécessaire.

Le soumissionnaire doit inclure un énoncé de valeurs d'une longueur d'*[une /une demie/un quart de]*page décrivant en quoi il est le mieux placé pour mener à bien cette mission.

Nom de l'organisation soumissionnaire :	
Pays d'immatriculation :	
Type d'entité juridique :	
Nom du contact pour cette proposition :	
Adresse :	
Téléphone :	
Adresse électronique :	

#### Section 1.0: Expertise et capacité du soumissionnaire

##### 1.1 Architecture organisationnelle

- Présentation de l'organisation : décrire l'organisation en prenant le soin de préciser l'année et le pays de constitution, fournir le document d'enregistrement dans le pays de constitution, le profil de l'organisation sur l'égalité des sexes (le soumissionnaire est vivement encouragé à inclure des informations sur le pourcentage de femmes dans sa structure : (1) employées dans son entreprise, (2) occupant des postes de cadres et de direction, et (3) actionnaires Ces renseignements ne seront pas pris en compte dans l'évaluation, mais ONU Femmes recueille ces données à des fins statistiques à l'appui de sa mission de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Les soumissionnaires sont également invités à : (1) à adhérer aux Principes d'autonomisation des femmes (pour les entreprises de plus de 10 salariés)

<http://weprinciples.org/Site/PrincipleOverview> ; ou à (2) signer l'Accord volontaire visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (pour les entreprises de moins de 10 salariés). Les pratiques exemplaires des entreprises sensibles au genre peuvent être consultées ici : <http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/>

- Décrire la capacité générale de l'organisation : a) l'organigramme, b) la structure de gestion et de contrôle (une attention particulière devrait être accordée quant à une vision claire des rôles, responsabilités, l'organisation hiérarchique et à la responsabilisation).
- Décrire la capacité financière de votre organisation à travers la présentation des derniers états financiers dûment certifiés par un expert-comptable, quitus fiscal et/ou déclaration de TVA.
- Jugements ou décisions défavorables : inclure des références à tout jugement ou décision défavorable, procédure ou déclaration de faillite, ou de poursuite judiciaire en cours qui pourrait nuire à cette mission.

### 1.2 Sous-traitance

- Expliquer si un travail serait sous-traité, à qui, quel pourcentage du travail, la justification d'un tel acte et les rôles des sous-traitants proposés. Une attention particulière devrait être accordée quant à une vision claire des rôles, responsabilités, l'organisation hiérarchique et à la responsabilisation.

### 1.3 Pertinence des connaissances spécialisées et de l'expérience sur des projets similaires

- Inclure une description de l'expérience et des relations antérieures et présentes ayant un rapport direct avec l'exécution des TDR : les informations sur les principales interventions dans la thématique, une liste de contrats anciens et en cours en lien avec la thématique de la mission.
- Fournir 3 rapports récents sur : l'analyse des besoins de formation et ou/conception de modules et/ou formation dans les thématiques du projet.
- Inclure les efforts de collaboration pertinents auxquels l'organisme a pris part : l'appartenance à un/des réseaux au niveau sous régional ou international.
- Expliquer tout partenariat avec des organismes locaux ou autres pertinent à l'exécution des TDR l'expérience avec d'autres organismes des Nations Unies / grands programmes multilatéraux ou bilatéraux est hautement souhaitable.
- Fournir au moins 3 références en remplissant le tableau suivant :

Projet	Client	Valeur du contrat	Période de réalisation (du/au)	Rôle dans la réalisation des services demandés	Coordonnées de la référence (nom, numéro de téléphone, adresse électronique)
1-					
2-					
3-					

## Section 2.0: Plan de travail et approche proposée

### 2.1 Approche d'analyse, de méthodologie

- La compréhension des termes de référence.
- La description de la méthodologie pour atteindre les résultats visés.
- Le planning et les étapes de mise en œuvre des différentes tâches et exécution des livrables de la mission.

- Décrire les risques potentiels liés à l'exécution des TDR qui pourraient avoir une incidence sur les résultats et la réalisation en temps opportun des résultats attendus ainsi que leur qualité. Décrire les mesures qui seront mises en place pour atténuer ces risques.

### Section 3.0: Plan des ressources, personnel clé

#### 3.1 Composition de l'équipe proposée pour l'exécution des TDR, et les tâches professionnelles (y compris la supervision)

- Décrivez les ressources en termes de personnel nécessaire pour la réalisation des TDR. L'équipe doit être composée d'hommes et de femmes.

- Fournir le curriculum vitae des membres de l'équipe proposée pour participer à la mission. Mettre en évidence les qualifications académiques, les formations spécialisées et l'expérience professionnelle pertinentes. Le remplacement du personnel clé ne sera autorisé que s'il est conforme aux Conditions générales du contrat.

Veuillez utiliser le format ci-dessous, avec chaque CV ne dépassant pas trois pages.

#### Exemple de modèle de CV:

Nom et Prénom:	
Poste pour cette tâche:	
Nationalité:	
Compétences linguistiques:	
Éducation et autres qualifications	
Parcours professionnel: [Insérer les détails relatifs à autant de dossiers appropriés que nécessaire]	
De [Année]: _____ À [Année]: _____	
Employeur: _____	
Postes occupés: _____	
Expérience pertinente (de la plus récente, parmi les tâches auxquelles le personnel a été impliqué, indiquer les informations suivantes pour les tâches qui illustrent le mieux la capacité du personnel à gérer les tâches énumérées dans les TDR) [Insérer les détails de plusieurs autres tâches appropriées si nécessaire ]	



Période: De - À	Nom de Projet / organisme:	Titre du poste, les principales caractéristiques du projet, et les activités réalisées
Références (minimum 3)	(Nom / Titre / Organisme / Coordonnées - Téléphone; Email)	

## ANNEXE 5

### FORMAT DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE

La proposition financière doit être préparée sous forme de fichier PDF distinct du reste de la réponse à l'appel à propositions, comme indiqué dans la Clause 3.4.1 des Instructions pour les soumissionnaires. Les composants du prix total doivent être suffisamment détaillés pour permettre à l'ONU Femmes de vérifier la conformité de la proposition avec les exigences, conformément au mandat du présent appel à propositions. Le soumissionnaire doit inclure une répartition complète des coûts associés à chaque poste et les coûts associés à toute sous-traitance proposée (répartition distincte) pour la durée du contrat. Fournir des chiffres distincts pour chaque groupe ou catégorie fonctionnels.

Il convient de répertorier séparément les estimations des frais remboursables, le cas échéant, comme les déplacements et les débours divers.

Si le service fourni comprend une composante matérielle, la proposition financière doit inclure des chiffres pour l'achat et le crédit-bail/la location. L'ONU Femmes se réserve le droit de louer ou d'acheter directement le matériel par le biais du sous-traitant.

De plus, la proposition financière doit comprendre, sans toutefois s'y limiter nécessairement, les documents suivants :

#### 1. Un récapitulatif du prix en lettres et chiffres

- i. **Répartition des coûts :** le prix doit couvrir l'ensemble des services à fournir et comprendre les postes suivants :
  - a. Un tarif forfaitaire par jour de travail pour chaque spécialiste assigné à l'équipe. Le tarif doit inclure la rémunération de chaque spécialiste, tous les coûts administratifs liés à l'emploi du spécialiste et la marge couvrant les frais généraux du soumissionnaire et les moyens logistiques.
  - b. Une indemnité journalière de subsistance forfaitaire (également appelée « *per diem* ») pour tous les jours passés sur le terrain par les spécialistes aux fins de la mission.
  - c. Un montant forfaitaire pour les déplacements internationaux nécessaires et les dépenses liées avec le moyen de transport le plus adéquat et la liaison en classe économique la plus directe. La répartition doit indiquer le nombre d'aller-retours par membre de l'équipe.
  - d. Un montant forfaitaire pour les déplacements locaux, le cas échéant.
  - e. Le cas échéant, les autres frais nécessaires aux fins de la mission non couverts par les éléments susmentionnés ou suivants, comme la communication, l'impression et l'envoi

de rapports à rédiger pendant la mission, la location et le transport de tout instrument ou matériel devant être fourni par le soumissionnaire aux fins des services, des équipements administratifs, des enquêtes, des sondages, etc.

f. Un récapitulatif du coût total des services proposés.

- ii. **Calendrier des paiements :** un calendrier des paiements peut être proposé par le soumissionnaire et les versements seront réalisés par l'ONU Femmes dans la devise de la proposition. Le calendrier des paiements doit être lié à la fourniture des résultats spécifiés dans votre composante technique.

Tous les prix / tarifs indiqués doivent être exempts de toutes taxes, étant donné que l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, sont exonérés des taxes.

Si deux (2) propositions sont évaluées et considérées comme similaires en termes de compétences techniques et de prix, l'ONU Femmes attribuera le contrat à la société qui est dirigée par une femme ou emploie majoritairement des femmes dans le but de soutenir le mandat principal de l'ONU Femmes. Si les deux sociétés sont dirigées par des femmes ou emploient majoritairement des femmes, l'ONU Femmes demandera aux deux soumissionnaires de fournir leur meilleure offre finale et comparera les soumissionnaires une dernière fois.

#### A. Répartition des coûts par Livrables

LIVRABLES	Paie ment (en% du budget attribué)	Prix (Somme forfaitaire, tout compris)	Période de livraison / délai (le cas échéant)
1 Rapport d'inception incluant le plan de travail, la méthodologie et les outils de collecte conçus	25%		
5 rapports nationaux d'identification des besoins des forces de défense et de sécurité (forces armées et police)	20%		
5 Rapports d'ateliers de restitution nationale			
1 rapport d'étape, 1 mois après la signature du contrat			
1 rapport régional consolidant les informations des 5 rapports nationaux			

1 synthèse régionale consignant les amendements/contributions des acteurs régionaux			
Des modules validés correspondant aux besoins globaux et spécifiques identifiés dans chaque pays du G5 Sahel et intégrant les contributions des acteurs régionaux	<b>30%</b>		
Le plan et la méthodologie de formation	<b>25%</b>		
5 rapports de formation nationale animée dans les 5 pays du G5 Sahel			
1 rapport régional synthétisant les 5 rapports de formation nationale			
1 rapport de fin de mission et de capitalisation du processus (leçons à tirer et perspectives)			
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>USD</b>	

[Remarque : ce tableur doit être accompagné d'une synthèse descriptive expliquant les chiffres fournis et présentant les informations pertinentes utilisées pour les calculs.]

ONU Femmes se réserve le droit de demander des informations supplémentaires et/ou des éclaircissements à tous les soumissionnaires.

### Signature de la proposition financière

La proposition financière doit être autorisée et signée comme suit :

« Dûment autorisé à signer la proposition pour et au nom de

\_\_\_\_\_  
(Nom de l'organisation)

\_\_\_\_\_  
Signature/tampon de l'entité/date

Nom du représentant : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

## ANNEXE 6

# FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION

[Le soumissionnaire doit remplir ce formulaire conformément aux instructions fournies. Aucune modification du format n'est autorisée et aucun remplacement ne sera accepté.]

Pour : **ONU Femmes**

Date : [insérer la date d'envoi de la proposition]

**Bureau de pays au Mali**

**BP 120-Badalabougou-Est-Bamako, MALI**

Nous soussignés déclarons que :

- (a) Nous avons examiné les documents d'appel à propositions et les acceptons sans réserve ; Nous proposons d'assurer, conformément aux documents d'appel à propositions, **RFPUNWMLI-006-2018 - la mission d'identification des besoins en formation, de conception des modules et de formation des forces de sécurité impliquées dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les 5 Etats membres du G5 Sahel** et si notre proposition est acceptée, de commencer et terminer la prestation de tous les services spécifiés dans le contrat selon le calendrier établi.
- (b) Nous garantissons que toute diligence raisonnable concernant l'examen juridique et la capacité à respecter les conditions générales du contrat a été réalisée avant de présenter notre offre. L'envoi de la présente offre fait office de confirmation de l'acceptation du contrat de l'ONU Femmes inclus dans les présentes.
- (c) Nous proposons d'assurer les services pour le montant défini conformément à la proposition financière présentée dans le respect des instructions de la Fiche d'instructions pour les propositions ;
- (d) Notre proposition reste valable pour une période de **120** jours à compter de la date définie pour l'ouverture des propositions dans l'appel à propositions et elle conservera un caractère contraignant pour nous et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- (e) Si notre proposition est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie des performances conformément aux instructions de la Fiche d'instructions pour les propositions ;
- (f) Nous, y compris tous les sous-traitants ou fournisseurs de toute partie du contrat, disposons de la nationalité \_\_\_\_\_[insérer la nationalité du soumissionnaire, y compris celles de toutes les parties qui le composent]
- (g) Nous n'avons pas de conflit d'intérêts, conformément à la Clause 1.2 (Soumissionnaires admissibles) des Instructions pour les soumissionnaires de l'appel à propositions ;
- (h) Notre société, ses filiales ou succursales (y compris les sous-traitants ou fournisseurs de toute partie du contrat) n'ont pas été déclarées non éligibles par l'ONU Femmes, conformément à la Clause 1.2 (Soumissionnaires admissibles) des Instructions pour les soumissionnaires de l'appel à propositions ;

- (i) Nous comprenons que vous n'êtes pas obligés d'accepter la proposition avec la note la plus basse ou toute autre proposition reçue.

Signature : \_\_\_\_\_ [insérer la signature de la personne dont le nom et le poste sont indiqués]

En ma capacité de \_\_\_\_\_ [insérer la capacité juridique de la personne signant le formulaire]

Nom : \_\_\_\_\_ [insérer le nom complet de la personne signant le formulaire d'envoi de proposition]

Dûment autorisé à signer la proposition pour et pour le compte de : \_\_\_\_\_ [insérer le nom complet du soumissionnaire]

Daté du \_\_\_\_\_ du mois de \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ [insérer la date de signature]

## ANNEXE 7

# ACCORD VOLONTAIRE

## Accord volontaire pour soutenir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Entre

**(Nom du sous-traitant)**

Et

## L'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

L'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, une entité composite des Nations Unies établie par l'Assemblée générale des Nations Unies par le biais de sa résolution 64/289 du 2 juillet 2010 (appelée ci-après « ONU Femmes ») encourage vivement **(Nom du sous-traitant)** (appelé ci-après le « Sous-traitant ») à prendre part à la réalisation des objectifs suivants :

- ☐ Reconnaître les valeurs et les principes de [l'égalité des sexes](#) et de [l'autonomisation des femmes](#) ;
- ☐ Fournir des informations et des données statistiques (relatives aux politiques et initiatives soutenant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), sur demande ;
- ☒ Participer au dialogue avec l'ONU Femmes pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au niveau de leur emplacement, secteur et organisation ;
- ☐ Établir un leadership d'entreprise de haut niveau pour l'égalité des sexes ;
- ☐ Traiter les femmes et les hommes avec respect et de façon juste au travail, en soutenant les droits humains et l'absence de discrimination ;
- ☐ Garantir la santé, la sécurité et le bien-être de l'ensemble des employés et employées ;
- ☐ Promouvoir l'éducation, la formation et le développement professionnel des femmes ;
- ☐ Établir des pratiques de développement d'entreprise, de chaîne d'approvisionnement et de marketing qui autonomisent les femmes ;
- ☐ Promouvoir l'égalité par le biais d'initiatives communautaires et des plaidoiries ;
- ☐ Mesurer les avancées en matière d'égalité des sexes et émettre des rapports publics.

Au nom du sous-traitant :

Nom : \_\_\_\_\_, Poste : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

## ANNEXE 8

# MODÈLES DE FORMULAIRES DES CONTRATS DE L'ONU FEMMES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DES CONTRATS

---

[Remarque adressée aux soumissionnaires]

Les formulaires des contrats de l'ONU Femmes et conditions générales des contrats sont disponibles à l'adresse :

<http://www.unwomen.org/en/about-us/procurement/contract-templates-and-general-conditions-of-contract>



## ANNEXE 9

# FORMULAIRE INFORMATIF CONCERNANT LES COENTREPRISES/CONSORTIUMS/ASSOCIATIONS

(à remplir et renvoyer avec votre proposition technique)

Informations concernant les coentreprises/consortiums/associations	
Nom du partenaire principal (avec une autorité contraignante sur la coentreprise/le consortium/l'association pendant le processus de soumission d'offres et, en cas d'obtention du contrat, pendant l'exécution du contrat)	[insérer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone/fax ou portable et l'adresse électronique]
Dénomination juridique de la partie de la coentreprise :	[insérer la dénomination juridique de la partie de la coentreprise] Joindre un exemplaire original du document d'immatriculation de la coentreprise, conformément à la Clause 3 (Soumissionnaires admissibles)
Pays d'immatriculation de la partie de la coentreprise :	[insérer le pays d'immatriculation de la partie de la coentreprise]
Année d'immatriculation de la partie de la coentreprise :	[insérer l'année d'immatriculation de la partie de la coentreprise]
Adresse juridique dans le pays d'immatriculation de la partie de la coentreprise :	[insérer l'adresse juridique dans le pays d'immatriculation de la partie de la coentreprise]
<b>Nom du consortium/de l'association de chaque partenaire/représentant autorisé et coordonnées</b>	
Nom du partenaire : _____ Adresse : _____ Numéro(s) de téléphone : _____ Adresse(s) électronique(s) : _____	Nom du partenaire : _____ Adresse : _____ Numéro(s) de téléphone : _____ Adresse(s) électronique(s) : _____

Nom du partenaire : _____ Adresse : _____ Numéro(s) de téléphone : _____ Adresse(s) électronique(s) : _____	Nom du partenaire : _____ Adresse : _____ Numéro(s) de téléphone : _____ Adresse(s) électronique(s) : _____
<b>Accord pour le consortium/l'association</b>	Veuillez trouver ci-joint des copies des documents d'origine suivants : <i>[cochez la ou les cases correspondant aux documents joints]</i> <input type="checkbox"/> Articles d'immatriculation de la société indiquée dans le point 2 ci-dessus, conformément à la Clause 3 ( <i>Soumissionnaires admissibles</i> ). <input type="checkbox"/> Accord de coentreprise ou lettre d'intention de conclure un accord de ce type, signés par les signataires autorisés de toutes les parties

Signatures de tous les partenaires/représentants autorisés :

Nous confirmons par la présente qu'en cas d'obtention du contrat, toutes les parties de la coentreprise ou du consortium/de l'association seront responsables conjointement et solidairement auprès de l'ONU Femmes de la réalisation des dispositions du Contrat.

Nom du partenaire : \_\_\_\_\_

Nom du partenaire : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Nom du partenaire : \_\_\_\_\_

Nom du partenaire : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

## ANNEXE 10

# LISTE DE VÉRIFICATION POUR LES ENVOIS

Pour les envois par coursier/livraison en mains propres :

<b>Enveloppe extérieure comprenant les formulaires suivants :</b>	
• Formulaire d'envoi de proposition	
• Formulaire pour les coentreprises (le cas échéant)	
• Accord volontaire pour soutenir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (volontaire)	
<b>Première enveloppe intérieure comprenant :</b>	
• Proposition technique	
<b>Deuxième enveloppe intérieure comprenant :</b>	
• Proposition financière	

Pour les envois par courrier électronique :

<b>Fichier PDF de proposition technique, envoyé à l'adresse électronique technique indiquée dans la lettre d'invitation, comprenant :</b>	
• Proposition technique	
• Formulaire d'envoi de proposition	
• Formulaire pour les coentreprises (le cas échéant)	
• Accord volontaire pour soutenir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (volontaire)	
<b>Fichier PDF de proposition financière, envoyé à l'adresse électronique financière indiquée dans la lettre d'invitation, comprenant :</b>	
• Proposition financière	
• Tableur Excel financier (si nécessaire)	

<b>Veuillez cocher pour confirmer ce qui suit :</b>	
LE MODÈLE DE FORMULAIRE DE CONTRAT A ÉTÉ LU ET COMPRIS	
LES CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT ONT ÉTÉ LUES, COMPRISES, DÛMENT EXAMINÉES PAR UNE ENTITÉ JURIDIQUE CONCERNANT LA CAPACITÉ DE MON ORGANISATION À RESPECTER ET ACCEPTER L'ENSEMBLE DES CONDITIONS.	